



# Gilles d'Ettore

Votre Député

## 2007-2009 : Mon action à votre service

Economie  
Pouvoir d'achat  
Justice  
Sécurité  
Santé  
Emploi  
Education  
Agriculture  
Europe

...



# L'édito de **Gilles d'Ettore**

**Afin de vous rendre compte fidèlement de mon action à l'Assemblée nationale, j'ai souhaité vous faire parvenir ce document de douze pages qui retrace, de 2007 à 2009, à mi-chemin du mandat que vous m'avez confié, thème par thème, dossier par dossier, mon premier bilan de député à votre service.**

Durant toute la campagne électorale de 2007, je me suis rendu sur le terrain à votre rencontre. Une fois élu, j'ai décidé de prolonger et d'intensifier ce dialogue, en installant notamment une permanence parlementaire à Sète et en organisant plusieurs réunions publiques.

Fort de ce contact direct, m'appuyant sur la légitimité de vos suffrages, je suis, avec énergie et conviction, votre représentant et votre porte-parole à l'Assemblée Nationale afin de porter vos aspirations, d'améliorer votre vie quotidienne et de contrôler l'action du Gouvernement.

Concrètement, j'ai proposé, amendé et voté de nombreuses lois pour, entre autres, promouvoir votre pouvoir d'achat et votre sécurité, soutenir notre économie et nos PME, développer notre système de santé et nos retraites pour les plus anciens, ou encore

soutenir une nouvelle politique environnementale et d'ambitueuses réformes pour les jeunes.

J'ai naturellement œuvré afin que notre circonscription s'inscrive pleinement dans cette dynamique nationale de réformes. La valorisation de notre identité et de notre environnement, le développement de l'activité touristique et la défense des métiers liés à la mer et à l'étang, ont été pour moi tout au long des derniers mois autant de priorités.

Plus déterminé que jamais à vous servir et à moderniser notre pays, vous pouvez compter sur mon engagement sans faille pour redonner un temps d'avance à la France.

Fidèlement,  
**Gilles d'Ettore, député de l'Hérault**



**Votre député  
Gilles d'Ettore**

Né le 23 mai 1968 à Agde  
Député de l'Hérault  
(Suppléant :  
M. François COMMEINHES)  
Maire d'Agde  
Président de la Communauté  
d'agglomération Hérault Méditerranée

## Le mot de **Jean-François Copé**

Avec votre député Gilles d'Ettore, qui est au sein de notre groupe une véritable force de propositions pour améliorer la vie des Français, nous sommes déterminés à moderniser la France et à l'adapter aux grands enjeux de notre temps. Jamais, depuis les débuts de la V<sup>ème</sup> République, l'Assemblée nationale n'aura connu une première partie de législature aussi intense, aussi active, aussi forte.

En 2007, vous avez fait un choix très clair : vous souhaitiez une refondation profonde de notre pays. Pour vous servir et répondre à vos aspirations, nous avons enclenché une puissante dynamique de réformes avec un seul mot d'ordre pour tous les députés du groupe UMP : tenir nos engagements !

**Jean-François Copé**  
Président du Groupe UMP à l'Assemblée nationale



# Gilles d'Ettore,

## votre porte-parole à l'Assemblée

“Au niveau national, Gilles d'Ettore conjugue de nombreux engagements, multiplie les prises de positions et agit au quotidien pour vous représenter et vous défendre.”

### Ses fonctions à l'Assemblée nationale :

#### Commission :

- Membre de la Commission des affaires culturelles et de l'éducation

#### Groupe d'études :

- Vice-Président :
  - Tourisme
- Membre :
  - Mer, pêche et souveraineté maritime
  - Climatisme et thermalisme
  - Construction et logement
  - Parcs nationaux et régionaux
  - Partenariats publics et privés
  - Participation du public et gouvernance
  - Sport et éducation sportive
  - Viticulture
  - Voies navigables et transports multimodaux
  - Chasse et territoires
  - Artisanat et métiers d'art

#### Son activité parlementaire :

- 103 Questions posées
- 112 Propositions de loi déposées et cosignées
- 11 Interventions en séance
- 3 Rapports publics

### Au cours des deux premières années de ce mandat, Gilles D'Ettore s'est particulièrement distingué à l'Assemblée nationale :

- en tant que Président-Rapporteur de la Mission d'information sur l'optimisation des dépenses publiques dans le domaine des Affaires Culturelles en 2009, et auteur du rapport “La valorisation du patrimoine : un enjeu majeur pour la France”
- en tant qu'auteur des avis sur les projets de loi de finances pour 2008 et 2009 portant sur la pêche
- **par ses nombreuses propositions de loi déposées et cosignées visant à :**
  - > développer et moderniser les services touristiques
  - > pérenniser et dynamiser le commerce de proximité
  - > renforcer la protection des consommateurs en matière de vente à distance
  - > renforcer la lutte contre le déversement des eaux usées dans la mer ou dans les ports
  - > favoriser l'accès au crédit des petites et moyennes entreprises
  - > instaurer un "chèque mission étudiant"
  - > favoriser l'aménagement des véhicules conduits par les personnes handicapées
  - > créer un financement "performance énergétique"
  - > encourager la création de logements étudiants
  - > mettre en place des prêts verts en faveur du développement durable dans la construction et la gestion des biens immobiliers
  - > valoriser l'engagement associatif
  - > améliorer l'accompagnement et la garde à domicile des personnes dépendantes
  - > diversifier l'offre de garde d'enfants
  - > renforcer les mesures prises à l'encontre des personnes coupables de mauvais traitements sur les personnes âgées
- **en interpellant le Gouvernement par de nombreuses questions orales et écrites sur :**
  - > la situation des pêcheurs et des conchyliculteurs
  - > la protection de l'environnement
  - > les perspectives de la politique du tourisme
  - > l'accès au logement
  - > la revalorisation des pensions et des retraites
  - > la politique à l'égard des personnes handicapées
  - > la prévention et la lutte contre l'obésité
  - > le respect des normes françaises pour l'élaboration du vin rosé
  - > le maintien de la dégustation de vin sur les foires et salons
  - > la reconnaissance des anciens combattants
  - > le statut des auto-entrepreneurs
  - > la réforme du sauvetage en mer
  - > la réglementation de la chasse au gibier d'eau
  - > la prévention et la lutte contre les noyades
  - > la réforme de l'audiovisuel public

# Le groupe UMP : 316 députés en action

*“100% de loyauté au Président de la République, 100% de liberté de débat et de proposition”, c’est la marque de fabrique du groupe UMP depuis le début de la législature.*

Dans l’hémicycle, en commissions, sur le terrain, les députés UMP travaillent sans relâche pour tenir un à un tous les engagements pris avec Nicolas Sarkozy devant les Français en 2007.

**Dès juin 2007, nous avons ouvert tous les grands chantiers sur lesquels les Français attendent des résultats depuis des années.** Nous avons engagé les réformes réputées impossibles comme :

- la réforme des universités,
- la fusion ANPE-UNEDIC,
- la réforme des régimes spéciaux,
- la création du RSA qui met fin à la logique de l’assistanat.



**“Sur tous les fronts, les 316 députés UMP participent à la dynamique de changement”**

- **Sur le plan national** : nous avons revalorisé et libéré le travail en tournant la page des 35H, nous avons accentué la lutte contre toutes les formes d’insécurité, nous avons commencé à rééquilibrer les flux migratoires, nous avons augmenté de 50% le budget

consacré à l’enseignement supérieur et à la recherche, nous avons lancé le Grenelle de l’environnement.

- **Dans le cadre de la Présidence française de l’Union européenne** et pour mieux faire entendre la voix des Français à l’échelon européen, nous avons renforcé notre coopération avec nos homologues européens à travers le “Club des 27”, réunion des 27 groupes parlementaires de droite et de centre-droit.

- **Face à la crise financière internationale**, nous avons réagi immédiatement pour adopter un plan de relance massif afin d’éviter l’effondrement du système financier et de protéger au maximum les Français des effets de la crise.

**En action permanente, les députés UMP ont multiplié les initiatives pour améliorer concrètement la vie quotidienne des Français.**

## Le Parlement nouveau est arrivé :

**vos députés ont plus de pouvoirs pour faire entendre votre voix !**

Depuis l’été 2008 et le vote de la réforme constitutionnelle, **le Parlement dispose de nouveaux droits et de nouveaux devoirs.**

- Désormais, nous partageons l’ordre du jour avec le Gouvernement : nous sommes donc une véritable force de proposition et un relais plus efficace des préoccupations des Français. Et ces nouveaux droits concernent aussi l’opposition qui dispose d’une stricte égalité de temps de parole avec la majorité lors des questions d’actualité.

- Enfin, nous avons mis en place **une nouvelle façon de travailler, “la coproduction”** : coproduction législative, pour des lois plus en phase avec les réalités du terrain et les attentes des Français, coproduction sociale, en lien avec les partenaires sociaux et coproduction européenne, pour rendre les directives européennes plus réalistes et applicables...

## LE CHIFFRE

.....  
**119**

C’est le nombre de lois qui ont été adoptées pour améliorer la vie des Français depuis l’élection de Nicolas Sarkozy !

# Economie, emploi et entreprises

*Les députés UMP ont eu à cœur de dynamiser les moteurs de la croissance en desserrant les étaux qui pesaient sur notre économie.*

"Travailler plus pour gagner plus" était au cœur du projet présidentiel : là où la gauche avait voulu diviser le travail avec les 35 heures, nous le multiplions.

**Les salariés modestes ont été les premières victimes des 35 heures avec le gel direct de leurs salaires.** Nous avons restauré la liberté de travailler en augmentant le contingent d'heures supplémentaires : depuis l'entrée en vigueur de la loi, 6 millions de salariés ont déclaré des heures supplémentaires exonérées, soit une augmentation de 40% !

**Nous avons aussi modernisé notre marché du travail pour faciliter l'accès à l'emploi :**

- plus de flexibilité dans le choix du contrat

## L'auto-entrepreneur : une façon simple de créer son entreprise

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009, ce nouveau statut permet à chaque Français, sans exception, de créer son entreprise en complément de son salaire, de son traitement ou de sa retraite. Vous ne payez les impôts et les charges que lorsque des recettes sont perçues !

de travail (rupture conventionnelle, lutte contre les mises à la retraite d'office...),

- plus de simplicité grâce à la fusion ANPE et Assedic depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 (1 conseiller pour 50 demandeurs d'emploi contre 1 pour 100 auparavant),
- plus d'accompagnement pour les chômeurs (aide à la mobilité professionnelle, formation continue...)
- plus de contrôles pour limiter la fraude.

**Dans le même temps, nous avons lancé une grande politique de soutien et de développement des PME,** en particulier dans le cadre de la loi de modernisation de l'économie.

Nous soutenons les entreprises parce que ce sont elles qui créent les emplois et la richesse de notre pays :

- les conditions de fonctionnement sont renouvelées : protection du patrimoine personnel de l'entrepreneur, simplification du régime des SAS et SARL...
- le développement des entreprises est soutenu : réduction du délai de paiement avec un gain de 4 milliards de trésorerie supplémentaire, accessibilité des PME innovantes aux marchés publics, accès au microcrédit...

## LE CHIFFRE

242 000

C'est le nombre de créations d'auto-entreprises en France en 2009 ! Un véritable succès : plus d'entreprises pour plus d'emplois.

- les freins à l'embauche sont levés : gel du franchissement des seuils de 10 à 20 salariés, chèque-emploi TPE étendu aux entreprises de moins de 20 salariés, dispositif "zéro charge" dans les petites entreprises qui a contribué à l'embauche de 500 000 salariés, soutien à l'apprentissage avec exonération de charges et primes de 1 800 €...
- la reprise d'entreprise est favorisée : baisse des droits de mutation, réduction d'impôts, recours au tutorat...

**Enfin, nous ouvrons le chantier de la souffrance au travail, avec un objectif : "travailler mieux pour gagner plus ensemble".** Le bien-être des salariés est un élément majeur de la compétitivité des entreprises.

## Témoignage :

**"J'ai créé mon entreprise en quinze minutes"**



Après avoir téléphoné à la Chambre de commerce et d'industrie, j'ai effectué mes démarches par Internet. Très rapidement, j'ai reçu mon récépissé de créateur et mon numéro

SIREN. Et j'ai donc commencé mon activité en un temps record. Je fais de la création d'accessoires de mode et cette activité me permet d'améliorer nettement mon salaire de près de 1000 € par mois ! C'est une vraie réforme concrète qui a changé mon quotidien.

**Sidonie, 35 ans, entrepreneur**

## Moins d'impôts : tous gagnants !

Entre 2007 et 2010, nous avons desserré de 16 milliards d'euros l'étau fiscal qui pèse sur les Français.

### • Pour les ménages :

- Entre 2002 et 2007, nous avons déjà réduit l'impôt sur le revenu de près de 10 milliards d'euros. Pour 3,7 millions de contribuables, l'impôt aura été diminué de 30%.

- La loi Travail Emploi Pouvoir d'Achat (TEPA) a permis de rendre 7,7 milliards d'euros aux ménages : avec la **déductibilité des intérêts d'emprunt**, la propriété devient plus accessible ; avec les **droits de mutation à titre gratuit**, chacun peut faire bénéficier ses enfants des fruits de son travail ; avec le **bouclier fiscal à 50%**, plus aucun contribuable ne travaille plus d'un jour sur deux pour payer ses impôts (77% des bénéficiaires du bouclier fiscal gagnant moins de 1000 € par mois).

• **Pour les entreprises : la réduction de l'ISF a permis d'orienter plus de 930 millions d'euros vers l'investissement dans les TPE-PME**, véritable manne pour nos entreprises qui manquent souvent de financements. Et la **suppression de la part investissement de la taxe professionnelle** va permettre de rendre entre 8 et 10 milliards d'euros à nos entreprises.

# Justice sociale et pouvoir d'achat

*Pour revaloriser le travail et le pouvoir d'achat, nous avons remis le dialogue social au centre du système.*



Nous avons mis le dialogue avec les partenaires sociaux au cœur de la volonté de réforme pour restaurer la confiance dans les relations du travail :

- Avec les assouplissements des 35h, la défiscalisation des heures supplémentaires qui sont payées 25% de plus et la possibilité d'échanger ses RTT contre un salaire majoré de 10% : depuis l'entrée en vigueur de la loi, cette mesure a généré 1 540 millions d'€ de salaires en plus, **soit 400 € de revenu supplémentaire par ménage concerné.**
- Avec le développement de l'intéressement et de la participation dans toutes les entreprises, les salariés touchent les fruits de leur travail quand l'entreprise fait des bénéfices : **depuis 2008, les PME peuvent verser une prime de 1500 € entièrement défiscalisée.**
- Avec le RSA, nous luttons contre le

phénomène des travailleurs pauvres et nous rendons le travail plus attractif que l'inactivité ou l'assistance. Nous mettons ainsi un terme à cette situation absurde qui voulait qu'une personne perde de l'argent en retrouvant un travail. Et **pour 1,5 million de travailleurs pauvres, le RSA représente en moyenne 110 € par mois en plus (130 € pour un couple avec enfants).**

**“Notre action en faveur du pouvoir d'achat est double. L'augmentation de la feuille de paie d'abord ; la réduction des dépenses quotidiennes ensuite”**

Et pour réduire les dépenses qui pèsent sur les ménages, **nous avons multiplié les actions en faveur du logement** qui représente plus du 1/4 du budget des ménages (réduction des cautions pour les locataires, loyers alignés sur les prix à la consommation, déductibilité des intérêts d'emprunt...), nous avons agi pour diminuer la facture énergétique (hausse de

la prime à la cuve de 150 €, tarif social pour le gaz et l'électricité...). Sans oublier nos actions pour faire baisser les prix (développement de la concurrence au service des consommateurs, transparence dans le secteur bancaire et de la téléphonie...) : **le FMI estime que lorsque la loi LME aura produit ses effets, les gains de pouvoir d'achat s'élèveront à 1000 € par ménage et par an.**

## Témoignages : Pouvoir d'achat, deux exemples concrets

- Khadija travaille 5 heures supplémentaires par semaine, soit 20 heures de plus par mois. Grâce à la nouvelle loi TEPA, elle gagne 63,80 € net en plus et réalise une économie fiscale de 161,79 €. Et son employeur fait une économie de rémunération globale de 22 €.
- Né en 1978, Fabrice habite à Lille. Il a deux filles : l'une de 6 ans, l'autre de 3 ans. Séparé de sa femme depuis 2007, il vit seul et gagne 1000 € par mois. Le RSA l'aide à hauteur de 303 € par mois.

## Crise internationale : le Gouvernement français réactif et l'Europe protectrice !

La crise, venue des Etats-Unis, a touché l'Europe et la France à l'automne 2008. **Président de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy a immédiatement réagi** en présentant des mesures de soutien à notre économie et en étant à l'initiative de plusieurs sommets internationaux (G20, Eurogroupe...).

• **Nous devons d'abord sauver le secteur bancaire pour enrayer la crise du crédit et protéger l'épargne des Français.** Nous avons réussi, aucune banque n'a fait faillite. Cela n'a pas coûté un centime aux Français, l'État percevant même 1,8 milliard d'euros d'intérêts payés par les banques.

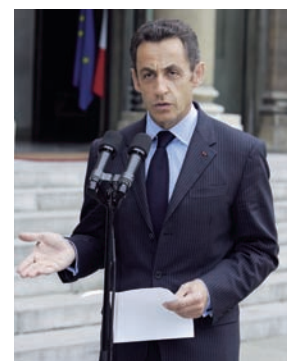
• **Nous avons ensuite accru notre soutien aux PME et en particulier aux secteurs fragilisés**, comme l'automobile ou le bâtiment, pour préserver l'activité de la France et l'emploi des Français. Nous avons également défendu les secteurs stratégiques avec le Fonds stratégique d'investissement.

• **Nous avons enfin apporté une aide significative à l'emploi et au pouvoir d'achat des plus fragiles** (suppression des 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> tiers de l'impôt sur le revenu 2009 pour 6 millions de contribuables modestes ; 100 000 contrats aidés supplémentaires ; 10 milliards d'euros d'investissement de l'Etat pour les infrastructures ; meilleure indemnisation du chômage partiel à 90% du salaire net...).

**Le plan de relance ciblé, rapide et coordonné avec nos voisins européens, porte ses fruits :**

la France sort de la récession et retrouve progressivement le chemin de la croissance.

Et sous l'impulsion de la France et de l'Europe, la moralisation de la finance internationale est en marche. La gauche a longtemps fait des discours sur les paradis fiscaux, les bonus... Notre action fait enfin bouger les choses.



# Solidarité et santé

*Accompagner nos concitoyens les plus en difficulté est un devoir. Les députés UMP en ont fait une priorité.*



Notre système de santé est confronté à de nouveaux défis : allongement de l'espérance de vie (15 ans depuis 1950), progrès de la médecine, développement des pathologies chroniques, menace de pandémies...

**Si nous défendons le maintien d'un très haut niveau de protection sociale, nous ne voulons pas faire peser ces dépenses sur les générations futures.** C'est pourquoi l'objectif du groupe UMP est d'arriver au

## LE CHIFFRE

.....  
**400 000**

C'est le nombre de nos concitoyens qui bénéficieront d'ici à 2012 de la revalorisation à hauteur de 25 % du minimum vieillesse.

Le 1<sup>er</sup> avril dernier, celui-ci a déjà été porté de 633 à 677 € par mois.

plus tôt à un retour à l'équilibre des comptes sociaux.

• **Un système plus efficace : nous mettons en place une meilleure organisation de l'offre de soins** fondée sur les besoins de la population, avec plus de coopération entre professionnels de santé, des restructurations sans aucune fermeture d'établissement et la création des agences régionales de santé (ARS) pour mettre fin aux cloisonnements actuels, et un plan Hôpital 2012 doté de 10 milliards d'€ d'investissement pour les structures et les personnels associés par une nouvelle offre d'intéressement.

**"Un système plus efficace, plus solidaire, plus responsable"**

• **Un système plus solidaire : nous avons pris des mesures pour favoriser un égal accès aux soins sur l'ensemble du territoire** (création de 100 maisons de santé, augmentation du numerus clausus...) et lutter contre la désertification médicale. L'accès aux soins pour tous, c'est aussi la simplification du chèque santé (compris entre 100 et 400 €) pour permettre à tous l'accès à une complémentaire. Nous développons aussi une politique de prévention ambitieuse (plan de lutte contre les drogues 2008-2012, 2<sup>e</sup> plan

## Personnes âgées et dépendantes : aider, accompagner, soigner

- En 2008, nous avons consacré **6,5 milliards d'€ au financement des soins pour les personnes âgées** (6000 places de services de soins à domicile, 7500 places d'EHPAD, soit 50% de plus qu'en 2007).
- Doté d'une enveloppe de 1,6 milliard d'€, **le Plan Alzheimer 2008-2012** crée un centre national de référence, de nouvelles structures de répit pour les aidants familiaux et développe la recherche.
- La première **conférence nationale du handicap**, présidée par Nicolas Sarkozy, a insufflé une nouvelle dynamique : d'ici 2012, 50 000 places en établissements seront créées et l'allocation adulte handicapé augmentera de 25%.
- Avec 230 millions d'€, **le Plan soins palliatifs 2008-2012** permettra de doubler le nombre de patients pris en charge et de développer la culture palliative.

Cancer, mesures de lutte contre l'obésité, interdiction de fumer dans les lieux publics...).

• **Un système plus responsable : nous avons renforcé la lutte contre les abus et les fraudes** car il n'est pas acceptable qu'un petit nombre de fraudeurs profitent abusivement de la solidarité de tous : grâce à ces nouveaux outils, l'assurance maladie a économisé 116 millions d'euros en 2007 et plus de 206 millions en deux ans.

## Famille

**La famille est le premier lieu d'éducation et de solidarité. Et le premier lieu de transmission de valeurs fondamentales de notre société comme le respect et le mérite.**

Notre objectif est d'aider les familles en leur donnant les moyens d'accomplir leur mission éducative à chaque étape de la vie :

• **Les mesures en faveur de la petite enfance** pour créer 200 000 offres de garde supplémentaires d'ici 2012 sont bien engagées : augmentation du nombre de places en structure collectives, passage de trois à quatre enfants

pouvant être gardés par les assistantes maternelles, revalorisation du complément "libre choix du mode de garde", destiné aux parents qui emploient un salarié à domicile ou une assistante maternelle pour garder leurs enfants, lancement à titre expérimental des jardins d'éveil pour les enfants de 2-3 ans.

• **Les aides financières aux parents ont été revalorisées et réformées pour s'adapter à leurs besoins** : augmentation de 50 millions d'euros du budget consacré à l'allocation de rentrée scolaire et modulation en fonction de l'âge depuis la



rentrée 2008.

• **Les mesures en faveur des familles les plus modestes** : extension de la carte SNCF "famille nombreuse" aux familles en difficulté de un ou deux enfants qui jusqu'alors ne pouvaient pas bénéficier du dispositif, versement d'une prime exceptionnelle de 150 € pour aider les familles modestes face à la crise.

# Sécurité et justice

Consciente que les principales victimes de l'insécurité sont le plus souvent les plus vulnérables, la majorité UMP a apporté un soutien sans faille au Gouvernement pour renforcer toute la chaîne de sécurité et placer les victimes au centre de notre système pénal.

## > Les forces de l'ordre ont les moyens d'accomplir leur mission.

- L'efficacité de la police comme de la gendarmerie a permis un recul significatif de la délinquance : depuis août 2007, la délinquance générale a baissé de 3%, celle de proximité de 9% et, pour la première fois depuis 12 ans, les violences aux personnes ont diminué. Traduction concrète : 6 600 agressions qui affectent les Français dans leur vie quotidienne ont été évitées.
- Des moyens humains, matériels et financiers ont été mis en place pour lutter contre toutes les formes d'insécurité : en 5 ans, nous avons déployé 7 000



gendarmes et 6 500 policiers supplémentaires et réorganisé les forces de sécurité, et nous avons multiplié par trois la vidéo-protection sur la voie publique pour protéger les Français.

## > À l'autre bout de la chaîne de sécurité, les moyens de la Justice ont également été renforcés.

- Le nouvel arsenal pénal a permis de mettre fin au sentiment d'impunité et de mieux encadrer les délinquants les plus dangereux : grâce à la loi anti-récidive, les délinquants multirécidivistes majeurs et mineurs seront mieux sanctionnés (10 783 condamnations ont déjà été prononcées d'août 2007 à juin 2008 et 14 000 peines-plancher ont été appliquées depuis 2008). Et la loi relative à la rétention de sûreté offre la possibilité de placer, à l'issue de leur peine, les criminels sexuels les plus dangereux en rétention dans des centres médicaux judiciaires de sûreté.

## LE CHIFFRE

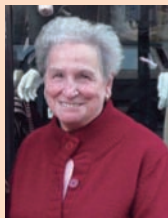
.....  
**3 446**

C'est le nombre de vies sauvées sur la route en 2008 par rapport à 2001, grâce à la politique de lutte contre la violence routière que nous menons avec le Gouvernement.

- Parallèlement, nous avons voulu faciliter l'indemnisation des victimes : une justice efficace, c'est aussi une justice qui aide les victimes à recouvrer les dommages et intérêts qui leur sont dûs. A l'initiative des députés UMP, les droits des victimes sont renforcés en mettant fin, par exemple, au scandale des victimes d'incendies de voiture jamais indemnisées.
- Enfin, nous avons souhaité doter la France d'un système pénitentiaire moderne et digne qui garantit les droits de chacun : généralisation du bracelet électronique et programme de construction de 13 200 places de prison supplémentaires d'ici 2012 pour lutter contre la surpopulation carcérale, nomination d'un Contrôleur général des lieux de privation de liberté pour garantir les droits des détenus, aménagement de peines en hausse de 31% entre mai 2007 et juillet 2008 pour faciliter la réinsertion des détenus.

## Témoignage :

“Des rues plus sûres grâce aux caméras et à la police”



Je suis vraiment favorable aux caméras de surveillance. C'est vraiment un atout contre l'insécurité et ça permet d'aider les

policiers à dissuader les délinquants de commettre leurs délits. Les commerçants, les clients, les touristes, les familles sont rassurés : tout le monde est gagnant !

**Antoinette, 79 ans, retraitée**



## Transport : le service minimum se met en place !

Le service public symbolise le lien social. C'est l'un des piliers de notre modèle français. Pour le sauvegarder, un service minimum garanti dans les transports était nécessaire. Depuis l'été 2007, l'intérêt des usagers, le dialogue social et la continuité du service public ont constitué la priorité des députés UMP. Pour tous les Français, la nouvelle procédure de prévention des conflits a nettement amélioré les conditions de transports publics les jours de grèves. **Attendu depuis longtemps par plus de 60% des Français, le service minimum a enfin vu le jour**, même si le dispositif doit encore être amélioré.

# Education et égalité des chances

*Notre priorité est double : promouvoir l'école « nouvelle génération » avec plus de services pour les élèves et plus de libertés pour les familles ; mieux reconnaître la condition enseignante.*

Notre pays investit massivement dans son école (60 milliards d'euros soit 28% du budget de l'Etat) et nous avons raison car l'école est le fondement de notre pacte républicain.

Malgré ces efforts, les résultats ne sont pas toujours au rendez-vous : 15% des élèves entrant au collège ont de graves lacunes dans la maîtrise de la lecture, de l'écriture et du calcul.

**“Plus de services pour les élèves, plus de libertés pour les familles, plus de pouvoir d'achat pour les enseignants !”**

L'école n'est pas qu'une question de moyens : avec la baisse du nombre d'élèves dans les collèges et les lycées (145 000 élèves en moins ces trois dernières années), il est logique que le nombre de professeurs diminue (11 200 départs à la retraite n'ont pas été renouvelés en 2007 et 13 500 en 2008).

**Grâce à ces nouvelles marges de manœuvre, nous avons engagé les réformes de structure dont l'école a besoin :**



## Autonomie, rénovation des campus, réussite pour tous : la réforme des universités en marche

• **Un effort budgétaire sans précédent** : hausse de 50% du budget des universités (soit un investissement de 10 000 € par an et par étudiant contre 7000 € auparavant)

- **Des objectifs ambitieux** : rénovation des locaux avec l'opération Campus (5 milliards d'euros), compétences élargies des universités, meilleure orientation et ouverture de la licence sur le monde professionnel.
- **Une vraie justice sociale** : revalorisation des bourses de 5%, prêts bancaires sans caution, 12 000 constructions et réhabilitations de logements étudiants par an, amélioration de la situation des jeunes chercheurs.

• **plus de services pour assurer la réussite de tous les élèves** : dispositif d'accompagnement éducatif après la classe entre 16h et 18h (210 253 élèves en ont profité en 2007-2008), nouveaux programmes recentrés sur les fondamentaux, stages de remise à niveau pour les CM1 et CM2, stages d'anglais gratuits proposés aux lycéens depuis février 2009.

• **plus de libertés pour les familles** à travers l'assouplissement de la carte scolaire (le nombre d'élèves boursiers

ayant obtenu l'affectation souhaitée a augmenté de 30%), droit à l'accueil des enfants dans les écoles en cas de grève...

• **plus de pouvoir d'achat pour les enseignants** à travers un effort inédit de 410 millions d'euros pour les enseignants (soit une prime annuelle d'entrée dans le métier de 1 500 € et une augmentation de 500 € par an de la rémunération d'un enseignant qui effectue 3 heures supplémentaires par semaine).

## Logement

Au-delà de la construction (plus de 400 000 logements par an), la majorité parlementaire a concentré ses efforts sur :

• **l'accès au logement** : mise en œuvre du droit au logement opposable (DALO), garantie universelle des risques locatifs (GRL), réduction du dépôt de garantie à un mois, généralisation du tiers payant pour les aides au logement, indexation des loyers sur le seul indice des prix à la consommation, revalorisation des aides au logement...

• **l'accession à la propriété** : plusieurs mesures ont été prises pour favoriser l'accession à la propriété, telles que la

déductibilité des intérêts d'emprunt, le doublement du prêt à taux zéro, le développement du Pass-foncier et de la location-accession à la propriété, ainsi que la réduction d'impôt « Scellier » pour ceux qui souhaitent investir dans un logement neuf pour le louer.

• **la préservation du niveau de vie des locataires** : soutien au 1% logement, programme pluriannuel de rénovation des quartiers anciens dégradés, vente des maisons à 15 € par jour pour les primo-accédants, abaissement du seuil de revenu pour l'accession à un logement social pour favoriser les familles réellement modestes...

### Témoignage :

**“Un vrai coup de pouce pour mon premier logement”**



C'est vrai qu'un seul mois de caution à payer, c'est un changement positif pour nous qui entrons dans la vie active. Et je sais que mes parents ont pu

profiter aussi de la nouvelle loi sur les intérêts d'emprunts pour déduire 3 400 € de leurs impôts en achetant une maison après tant d'années de travail. Un coup de pouce intéressant qui facilite nos projets, toutes générations confondues.

**Bruno, 23 ans, étudiant**

# Immigration, intégration, co-développement

*La création du ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire constitue une innovation qui a permis de construire une nouvelle politique d'immigration juste, cohérente et équilibrée.*

• **Nous avons intensifié la lutte contre l'immigration clandestine et la fraude en renforçant les contrôles à nos frontières :** depuis 2002, plus de 120 000 immigrés clandestins ont quitté la France de manière volontaire ou contrainte pour être raccompagnés dans leur pays d'origine ; 1 155 employeurs d'étrangers en situation irrégulière ont été interpellés (+137% depuis 2002).

• **Nous avons pris des mesures pour offrir une meilleure intégration aux étrangers résidant légalement sur notre sol :** depuis juin 2007, 101 050 "contrats d'accueil et d'intégration" ont été signés (formation aux valeurs de la République, cours de français, bilan de compétence professionnelle).

• **Nous avons accentué les politiques de co-développement, clé d'une gestion apaisée et durable des flux migratoires :** 5 accords de gestion concertée avec les pays d'immigration ont été signés avec le Sénégal, le Gabon, le Congo, le Bénin et la Tunisie ; hausse de 139% de l'enveloppe budgétaire.

• **Nous avons soutenu la signature du Pacte européen sur l'immigration et l'asile** signé par les 27 pays de l'Union européenne et qui reprend le concept d'immigration choisie défendu par la France (lutte contre l'immigration irrégulière, fin des régularisations massives en Europe, délivrance au plus tard au 1<sup>er</sup> janvier 2012 des visas biométriques, régime commun d'asile...).

**Témoignage :**  
"Le co-développement, voilà l'avenir"



C'est tout à l'honneur des députés que d'avoir lancé le grand chantier du co-développement : soutenir au quotidien les pays du Sud pour promouvoir l'éducation, les réseaux de santé ou encore la formation professionnelle, c'est la seule solution durable pour rééquilibrer les migrations et permettre le développement de l'Afrique. C'est une responsabilité fondamentale.

**Vivien, 27 ans, chercheur**

**Présidence française de l'Union européenne :**  
le retour du politique

Crise russo-géorgienne, crise financière mondiale, Europe de la défense, politique de l'énergie, de la recherche et du développement durable, pacte européen de l'immigration, modernisation de la PAC, signature du Paquet énergie-climat... : jamais la France n'aura pesé à ce point en Europe, et jamais l'Europe n'aura autant affiché son unité et démontré son influence !

## Europe, international, défense

*La France est de retour sur la scène européenne et internationale.*

> Depuis le référendum de 2005, l'Union européenne connaissait une crise profonde. La France a repris l'initiative et la signature du Traité simplifié en décembre 2007 a constitué une étape décisive pour **mettre en place une Europe plus efficace, plus démocratique, plus transparente :** l'Union pour la Méditerranée est porteuse d'importants espoirs de paix et de prospérité pour les pays riverains de la Méditerranée ; le rôle des Parlements nationaux a été renforcé ; les parlementaires UMP, attachés à une définition claire des frontières de l'Europe, ont obtenu que le référendum reste la règle pour toute nouvelle adhésion (sauf avis contraire du Parlement) ; le groupe UMP a lancé l'initiative de regrouper les Présidents des groupes parlementaires des 27 parlements nationaux (Club des 27).

> Et, avec Nicolas Sarkozy, nous avons fait le **choix d'une politique étrangère à la fois enracinée dans la famille occidentale** (OTAN, maintien des troupes en Afghanistan) et exigeante avec les zones de conflits (intervention de la France pour sortir de la crise à Gaza, nouvelle politique en Afrique en matière d'aide au développement et de droits de l'Homme).

Sans oublier, bien sûr, les **efforts en matière de politique de défense** avec la loi de programmation militaire 2009-2014, la réforme de la carte militaire, le vote pour le maintien des opérations extérieures et la poursuite de la revalorisation de la retraite du combattant.

# Développement durable

*Le Grenelle de l'environnement a permis de placer les préoccupations écologiques au cœur du débat public et le développement durable au cœur de l'action politique.*



Nous avons coordonné nos actions autour de trois exigences : croissance économique, progrès social et respect de l'environnement.

Concrètement, le Grenelle c'est :

- la création ou la sauvegarde de 600 000 emplois dans tous les secteurs de la croissance verte (énergies renouvelables, transports collectifs, constructions...),

- 44 mesures incitatives pour verdir la fiscalité et ainsi favoriser les économies d'énergie (éco-prêt à taux zéro pour financer les travaux de rénovation thermique, bonus-malus fondé sur les émissions de CO2 mis en place sur les ventes de véhicules neufs, prime à la casse...),
- la loi sur la responsabilité environnementale avec la consécration du principe "pollueur payeur",
- le développement de la consommation de produits "bio",
- 450 milliards d'euros d'investissement d'ici 2020, notamment en faveur des technologies vertes.

## Les députés en action sur l'environnement !

Afin de répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle et aux aspirations de nos concitoyens, les parlementaires français ont décidé de remplacer, le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la Commission des affaires économiques, de l'environnement et du territoire par deux nouvelles Commissions : la Commission des affaires économiques et la Commission du développement durable et de l'aménagement du territoire.

Cette dernière répond à un engagement pris lors du Grenelle de l'environnement. Engagement tenu par les députés afin de donner plus de poids encore aux nouvelles politiques publiques liées aux problématiques environnementales.

C'est dans ce cadre que, lors du débat sur la taxe carbone, les députés se sont mobilisés pour que les habitants des zones rurales qui n'ont pas d'autres choix que la voiture bénéficient d'une compensation supplémentaire.

## Agriculture

Si de nombreux chantiers sont encore à venir avec la future loi de modernisation de l'agriculture, plusieurs mesures majeures ont été mises en œuvre pour soutenir l'agriculture et la pêche. Un plan pour une pêche durable a été mis en place ainsi que des mesures d'aides aux équipages.

L'agriculture est largement soutenue (aides à l'installation des jeunes agriculteurs, plan d'accompagnement pour la filière laitière...) et devient plus durable (développement de l'agriculture bio, réduction de l'usage des pesticides...).

**“L'agriculture n'est pas un secteur économique comme un autre : elle est garante de notre sécurité et de notre indépendance alimentaires et fait partie de notre identité nationale”**

Face à la crise profonde que connaît le secteur agricole, le Président de la République a décidé fin octobre 2009 d'un plan massif de 1,65 milliard d'euros de soutien à l'agriculture. La France se place par ailleurs comme leader dans la promotion d'une meilleure régulation des marchés agricoles en Europe et dans le monde.



## Culture : de nouvelles voies ont été ouvertes

Nous avons ouvert le débat sur le juste équilibre entre liberté individuelle et protection des droits d'auteurs. Nous avons pris des mesures pour favoriser l'accès à la culture : démocratisation (développement de l'éducation culturelle et artistique) ; accès facilité aux archives publiques ; partenariat renoué entre l'Etat, les collectivités locales et les acteurs du spectacle vivant (Entretiens de Valois). Enfin, nous avons engagé une vaste réforme de l'audiovisuel public visant à garantir son financement et une télé publique de qualité.



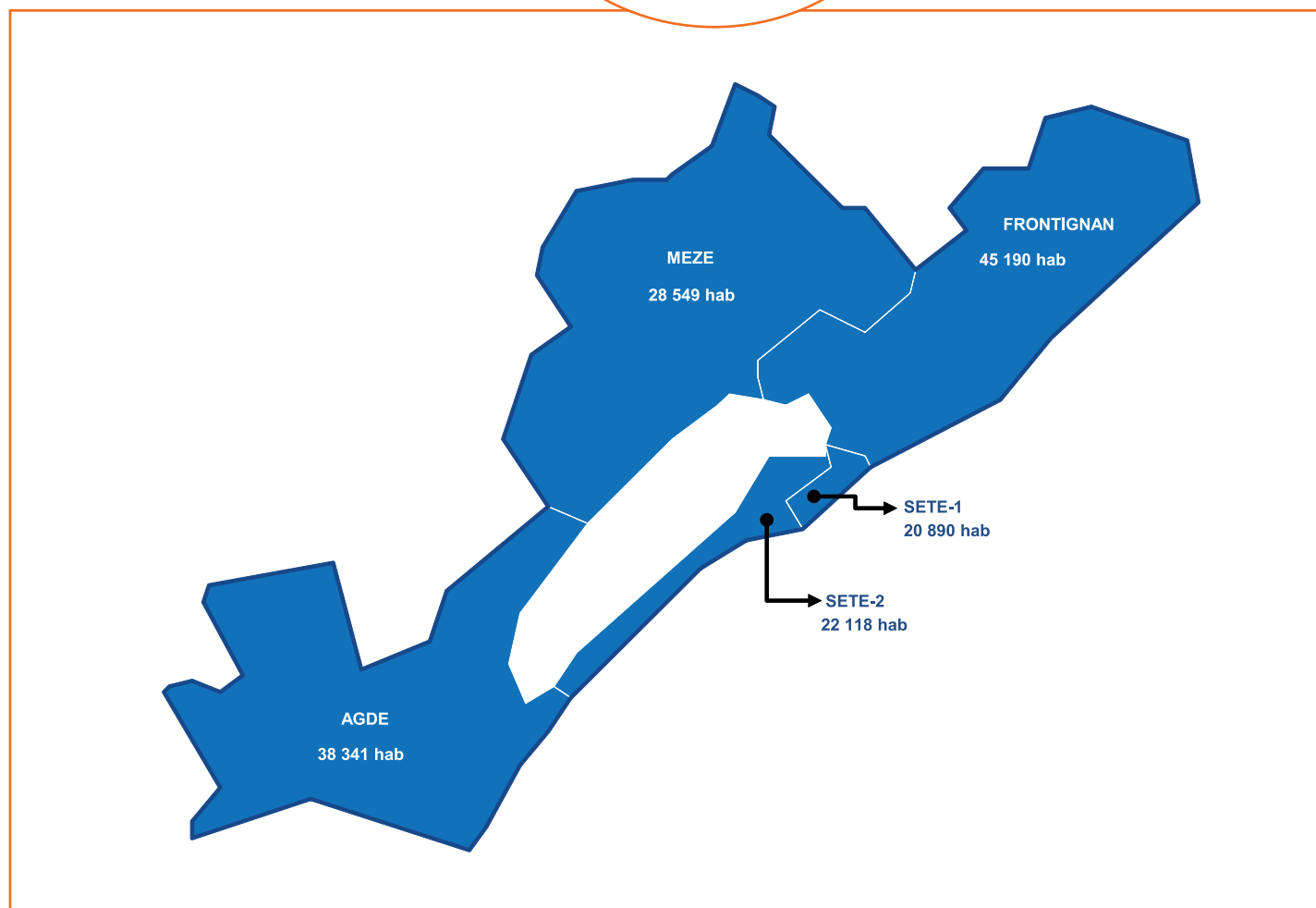
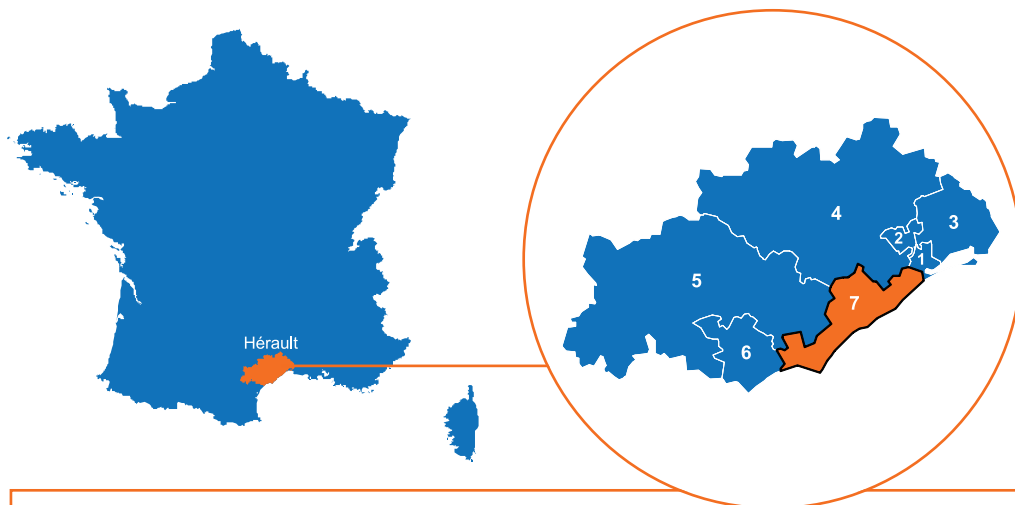
Les Députés UMP sont eux particulièrement attentifs à la situation du secteur agricole et souhaitent apporter leurs contributions à la sortie de crise.

C'est pourquoi un groupe de travail sur la sécurité et l'indépendance alimentaire réfléchit à l'avenir de l'agriculture en France, en Europe et dans le monde. C'est un sujet d'une importance décisive pour les décennies futures. Là où les Américains

sont hyper protecteurs, l'UE a tout intérêt à l'être. Ceux qui disent le contraire et qui estiment que l'on dépense trop pour quelques agriculteurs se trompent ! Les réglementations qui sont imposées à nos agriculteurs font la qualité de leurs produits et c'est dans notre intérêt à tous de les aider et de les soutenir pour qu'ils puissent vivre de leur travail.

# Zoom sur la 7<sup>ème</sup> circonscription

de l'Hérault



## Comment joindre Gilles d'Ettore :

### À l'Assemblée nationale :

126 rue de l'Université - 75355 Paris 07 SP

### En circonscription :

15 rue du Général de Gaulle - 34200 Sète - Tél. : 04 67 18 05 42

### Sur internet :

[gdetto@assemblee-nationale.fr](mailto:gdetto@assemblee-nationale.fr)

[www.gillesdettore.fr](http://www.gillesdettore.fr)



[www.deputés-ump.fr](http://www.deputés-ump.fr)